



Brèves

EUROPE.

1.100 milliards d'euros gaspillés pour "sauver l'Euro" depuis 2009

1.100 milliards d'euros de fonds publics. C'est ce qu'a coûté le soi-disant "sauvetage" des pays européens en difficultés financières depuis 2009.

Mais à qui a été cet argent? La réponse va de soi: aux marchés financiers!

Et qui sont les marchés financiers? Ceux qui ont assez de moyens pour pouvoir "avancer" de l'argent aux états - autrement dit, les tenants du grand Patronat qui, chaque année, détournent une partie des profits de la production pour l'investir à La Bourse.

.... Et qui, pour autoriser de nouveaux prêts aux états, réclament systématiquement la casse des services publics, leur privatisation, le saccage des garanties sociales des salariés et ... des baisses d'impôts pour le Patronat.

De quoi aggraver donc le déficit des états ... auxquels on re-prêtera... en exigeant de nouvelles garanties!

Ce cercle vicieux n'appelle-t-il pas des mesures fortes: la reprise en main par les états de leur monnaie et de leur capacité à prêter et donc la sortie de l'Euro?

EUROPE (2)

Les associations humanitaires pourront attendre



Le montant de l'aide humanitaire risque d'être revu à la baisse.

Celui-ci passerait de 500 à 360 millions d'euros. Or, c'est justement cette aide (*issue des surplus agricoles*) qui permet aux associations humanitaires telles le Secours Populaire ou les Restaurants du Cœur de pouvoir mener leurs actions de solidarité.

C'EST LA CRISE ?

Pas pour tout le monde !

En 2011, les 500 Français les plus riches ont cumulé 267 milliards d'euros de gain. Soit à peu près autant que les recettes nettes de l'Etat pour la même année (271 milliards d'euros).

A eux seuls, ils auraient donc pu largement combler le déficit public actuel qui s'élève à 69,6 milliards d'euros (*tout en conservant un peu plus de 200 milliards*).

Redistribués aux 8,1 millions de pauvres officiellement recensés en France, ces profits représenteraient 33.000 euros pour chacun!

Pour ce qui concerne le déficit public de notre pays, il intègre 52 milliards d'intérêts payés aux marchés financiers. Si l'Etat se prêtait à lui-même via la Banque de France (*à condition de sortir de la monnaie unique*), ce déficit serait donc réduit à 17 milliards.

Si l'on revenait sur les allègements divers et les cadeaux consentis aux grandes fortunes, non seulement le déficit public n'existerait plus mais l'Etat disposerait d'assez de marges de manœuvres financières pour financer l'augmentation des salaires et la création d'emplois dans les services publics, la protection sociale.